

MINUSMA **HEBDO**

BULLETIN HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA MINUSMA • numéro 45 • février 2016

AGENDA 2030 : **LANCEMENT DES OBJECTIFS DE** **DÉVELOPPEMENT DURABLE**



LA MINUSMA SENSIBILISE LES MOUVEMENTS DE RÉSISTANCE
DE LA JEUNESSE DE GAO SUR LES DROITS DE L'HOMME

CÉRÉMONIE D'AU REVOIR AU CHEF DE LA COMPOSANTE POLICE
DE LA MINUSMA

LA DÉCENTRALISATION ET L'ACCORD POUR LA PAIX AU CŒUR
DES DÉBATS À TOMBOUCTOU

**MISSION MULTIDIMENSIONNELLE • PROTECTION DES CIVILS • PAIX & COHÉSION SOCIALE •
ACCORD DE PAIX : LA SOLUTION • FORUM COMMUNAUTAIRE • DIALOGUE INCLUSIF • REFORMES
DU SECTEUR DE SÉCURITÉ • ACCORD D'ALGER • ENSEMBLE REUSSIR LA PAIX**

MINUSMAHEBDO

45

SOMMAIRE

DANS CE NUMÉRO

3 ACTIVITÉS DU RSSG

4 LANCEMENT DE L'AGENDA 2030 DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

6 MISE EN ŒUVRE DE LA RÉOLUTION 1325 : LES FEMMES MALIENNES PRÉSENTENT LEURS PRIORITÉS AU CHEF DU VOLET POLITIQUE DE LA MINUSMA

8 JOURNÉE MONDIALE DU CANCER

9 LA MINUSMA SENSIBILISE LES MOUVEMENTS DE RÉSISTANCE DE LA JEUNESSE DE GAO SUR LES DROITS DE L'HOMME

10 COMMENT DÉTECTER DE FAUX DOCUMENTS? LES FORCES DE SÉCURITÉ MALIENNES DE MOPTI FORMÉES PAR LA POLICE DE LA MINUSMA

12 L'APPUI À LA RESTRUCTURATION DES FORCES DE SÉCURITÉ MALIENNES AU CŒUR DE L'ACTION DE L'ONU ET DE LA COOPÉRATION JAPONAISE

14 CÉRÉMONIE D'AU REVOIR AU CHEF DE LA COMPOSANTE POLICE DE LA MINUSMA

16 LA DÉCENTRALISATION ET L'ACCORD POUR LA PAIX AU CŒUR DES DÉBATS À TOMBOUCTOU

18 LES PATROUILLES DE LA MINUSMA : POUR LA SÉCURITÉ ET LA PAIX DU CŒUR

20 LA MINUSMA ET LA SOCIÉTÉ CIVILE ENGAGÉES POUR UNE MISE EN ŒUVRE INCLUSIVE DE L'ACCORD POUR LA PAIX ET LA RÉCONCILIATION AU MALI

22 L'ACTUALITÉ DE LA MINUSMA EN BREF

23 COMMUNIQUÉS



Adoptez l'éco-attitude
N'imprimez ce document
que si cela est nécessaire !

ACTIVITÉS DU RSSG

3 FÉVRIER : RENCONTRE DU RSSG AVEC LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL DE L'ARMÉE MALIENNE

Le RSSG M. Annadif, a rencontré ce matin à la MINUSMA le Général Touré, Chef d'Etat-Major de l'armée Malienne, pour faire le point sur les efforts entrepris, notamment sécuritaires, dans le cadre du processus de paix.

LE 9 FÉVRIER : VISITE DU RSSG AU NORD

Le Représentant spécial du Secrétaire général rend actuellement visite aux troupes et au personnel de la MINUSMA dans le nord du Mali. Hier, le Force Commander de la Force de la MINUSMA, le Général Michael Lollesgaard était à ses côtés à Tessalit.



LE CHEF DE LA MINUSMA EN VISITE CHEZ LES FAMILLES FONDATRICES DE BAMAKO : « LE MALI NE SERA FAIT QUE PAR LES MALIENS »



Moins d'un mois après sa prise de fonction, M. Mahamat Saleh Annadif, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Mali et Chef de la MINUSMA a rendu visite, le mercredi 3 février, aux familles fondatrices du district de Bamako, afin de solliciter leur sagesse et concours pour la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali. Ces familles sont constituées par les Niaré, Touré et Dravé, premiers habitants de Bamako, ville dont l'expansion tient à l'entente entre les trois familles.

S'inscrivant dans le cadre d'une visite de courtoisie, et occasion de découvrir ces notables, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies a été accueilli, au nom des familles fondatrices, par Souleymane Niaré, patriarche des Niaré. Les notabilités ont réservé un accueil chaleureux au Chef de la MINUSMA tout en lui rappelant quelques préoccupations de la société malienne. Les échanges avec les patriarches et les membres influents des trois familles se sont déroulés dans une ambiance empreinte de cordialité et de franchise. Ils ont porté pour l'essentiel sur la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation. Après avoir rappelé le lourd tribut payé par la MINUSMA, et notamment les pertes en vies humaines, les notabilités ont salué l'approche du Chef de la

MINUSMA à travers cette visite qui leur est consacrée. Les Chefs de familles ont tour à tour souhaité que M. Annadif mette sa « riche expérience » à la disposition du Mali, afin de parvenir à une paix et une réconciliation durables.

« En venant au Mali, l'ONU ne fait que son devoir » leur a répondu M. Annadif qui ajoute que « Le Mali ne sera fait que par les Maliens ». Il les également invité à « être optimistes pour l'avenir », tout en leur demandant de garder en vue que la mise en œuvre de l'Accord doit être totale. M. Annadif leur a assuré de l'accompagnement de la MINUSMA en vue de garantir la paix et la stabilité tant recherchées par le peuple Malien.

Les familles fondatrices ont fait des prières et des bénédictions pour aider, en leur façon, le Chef de la MINUSMA à réussir la mission qui lui a été confiée par le Secrétaire général de l'ONU. Cette visite du Représentant spécial est le signe de l'attachement du responsable onusien à la culture du Mali, où le respect des autorités traditionnelles est une valeur cardinale. Joignant l'acte à la parole, le Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSMA a donné des vivres aux familles fondatrices qui se sont dites honorées par le geste.

LANCEMENT DE L'AGENDA 2030 DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Vendredi 5 février 2016, ont été lancés, au Centre International de Conférence de Bamako, les Objectifs de Développement Durable. La cérémonie a regroupé plusieurs Ministres, le corps diplomatique accrédité au Mali ainsi que l'ensemble du Système des Nations Unies au Mali, avec à sa tête, le Représentant Spécial du Secrétaire Général, mais aussi son Adjointe, également Coordinatrice humanitaire et Représentante Résidente du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Adoptés par les 193 Etats membres des Nations Unies en septembre 2015, lors de la dernière Assemblée Générale de l'organisation, les Objectifs de Développement Durable (ODD), ont été lancés vendredi au Centre International de Conférence de Bamako CICB.

Devant un parterre de Ministres, de Diplomates, de Hauts fonctionnaires, de Représentants d'organismes internationaux et d'ONG, Abdoulaye Diop, Ministre des Affaires Etrangères, a procédé au lancement des ODD. A ses côtés au présidium, le Ministre de l'Economie et des Finances, le Docteur Boubou Cissé, le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies et chef de la MINUSMA, M. Mahamat Saleh Annadif ainsi que la Représentante Spéciale Adjointe à la fois Coordinatrice humanitaire et Représentante Résidente du PNUD au Mali, Mme Mbaranga Gasarabwé.

Les Objectifs de Développement Durable à l'horizon

2030, ensemble d'objectifs pour éradiquer la pauvreté, ont été adoptés en lieu et place des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) adoptés en 2000. Les OMD au nombre de huit, devaient permettre de contribuer à lutter contre un certain nombre de maux et garantir des droits essentiels sur la période 2001-2015. Ainsi, le premier devait permettre d'éliminer l'extrême pauvreté et la faim. Les sept autres étaient : assurer l'éducation primaire pour tous ; l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme ; réduire la mortalité infantile ; améliorer la santé maternelle ; lutter contre le VIH/sida, le paludisme et les autres maladies ; assurer un environnement humain durable et enfin, mettre en place un partenariat mondial durable pour le développement.

Pour Mme Gasarabwé il est important, de rappeler ce qu'est le développement durable qui représente « ... la convergence harmonieuse de trois éléments qui sont au cœur de nos sociétés : la dimension sociale, l'économie et l'environnement. Le développement durable est donc un développement qui inclut toutes les couches sociales, une économie dynamique qui partage équitablement les fruits du travail et enfin, un développement qui préserve son environnement et limite les changements climatiques dans un processus inclusif et participatif », a-t-elle déclaré lors de son allocution.

Au nombre de 17, les ODD sont plus nombreux que leurs prédécesseurs. Plus spécifiques, ils

se définissent de façon plus simple : "pas de pauvreté" ; "faim zéro" ; "bonne santé" ; "éducation de qualité" ; "égalité entre les sexes" ; "eau propre et assainissement" ; "énergie propre et d'un coût abordable" ; "travail décent et croissance économique" ; "industrie, innovation et infrastructure" ; "inégalités réduites" ; "villes et communautés durables" ; "consommation et production responsables" ; "mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques" ; "vie aquatique" ; "vie terrestre" ; "paix, justice et institutions efficaces" ; et enfin, "partenariat pour la réalisation des objectifs".

LE GOUVERNEMENT EN POINTE AVEC L'APPUI DE L'ONU

La promptitude avec laquelle le Gouvernement du Mali a lancé les ODD est, pour la Coordinatrice humanitaire et Représentante Résidente du PNUD, un fait majeur à saluer : « En procédant au lancement des ODD ce matin, le Mali franchit une première étape importante dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et entre dans le cercle restreint des pays africains qui ont déjà effectué cet exercice. C'est donc un honneur et aussi un plaisir de féliciter le gouvernement malien pour s'être prêté à cet exercice. »

Selon Mamadou Zibo Maïga, Coordinateur de la Cellule technique du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) les ODD sont plus ambitieux que les OMD, c'est ce qui ressort de la présentation qu'il a fait ce jour-là et dont il est le co-auteur : « les OMD prévoyaient de réduire la pauvreté alors que les ODD prévoient d'éradiquer la pauvreté. Les OMD ciblaient les pays pauvres alors que les ODD ciblent tous les pays, ils étaient plus globaux et donc plus restrictifs que les ODD ».

Selon le Chef de la MINUSMA, la promptitude du Gouvernement malien démontre que : « malgré la situation certes difficile que

nous vivons, la vie continue au Mali » et, Mahamat Saleh Annadif d'assurer les autorités du soutien de la Mission des Nations Unies en affirmant : « le mandat de la MINUSMA est là pour accompagner tout le Gouvernement dans la mise en œuvre de ces objectifs. » Monsieur Annadif a également exhorté ses collègues de l'ONU menant des activités opérationnelles au Mali à diligenter rapidement les dossiers. « Il ne faudrait pas que ce signal donné par nos sœurs et frères du Mali reste une cérémonie sans lendemain. Vous connaissez tous la situation mieux que moi. Vous connaissez sans doute les lenteurs et les lourdeurs auxquelles nous pouvons parfois être confrontés au niveau de nos procédures internes. L'appel que je vous lance, c'est de prendre en compte qu'à l'heure où nous sommes, tout est prioritaire au Mali et vous devrez agir en tenant compte de ces situations d'urgence, pour que chacun puisse accomplir sa mission avec la plus grande célérité. C'est la seule façon de démontrer que les Nations Unies sont ici à côté des frères et sœurs maliens pour servir le Mali ! » leur a-t-il dit.



La proactivité du Gouvernement malien quant au lancement des ODD n'est pas fortuite et s'explique : « le Mali a pris une part active dans le difficile processus d'élaboration et de négociation et, a également fait

sien les 17 objectifs définis au plan mondial et ceux définis au niveau continental, » a affirmé le Dr Boubou Cissé, Ministre de l'Economie et des Finances.

Placée sous sa présidence, M. Abdoulaye Diop, Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération Internationale et de l'Intégration Africaine, s'est lui aussi adressé à la Communauté internationale en pointant une réalité de l'heure : « Je voudrais inviter à une plus grande solidarité à l'endroit des pays en situation particulière, notamment les pays africains, les pays les moins avancés, les pays sans littoral et les pays insulaires et en développement... et j'insiste pour les pays du Sahel car désormais l'appartenance à cette région doit de plus en plus être reconnue par la Communauté Internationale comme une vulnérabilité supplémentaire, qui va nécessiter des approches différentes pour prendre en compte les préoccupations de sécurité, de développement mais aussi d'environnement. »



Le passage des OMD aux ODD marque donc la volonté de la Communauté internationale non plus de "lutter contre" mais "d'éradiquer" la pauvreté et son corollaire de maux. Une ambition qui aura besoin de ressources. Des moyens innovants et durables doivent donc rapidement être trouvés afin qu'en 2030 le bilan ne soit plus encourageant, mais nettement satisfaisant.

MISE EN ŒUVRE DE LA RÉSOLUTION 1325 : LES FEMMES MALIENNES PRÉSENTENT LEURS PRIORITÉS AU CHEF DU VOLET POLITIQUE DE LA MINUSMA



Bamako le 29 janvier 2016: Une journée "Portes ouvertes" sur la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies portant sur "Femmes, Paix et Sécurité" a été organisée le 29 janvier à Bamako. Réunies autour du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en charge du volet politique de la MINUSMA, Koen Davidse, les femmes venues de toutes les régions du Mali ont saisi cette opportunité pour lui présenter leurs priorités, en vue de la mise en œuvre de la Résolution pour l'année 2016.

L'Unité Genre de la MINUSMA a développé un projet intitulé "Programme d'amélioration de l'accès des femmes victimes de violences sexuelles et basées sur le genre à la justice et la sécurité dans le processus de consolidation de la paix au Mali". Ledit projet a reçu le financement du Fonds pour la consolidation de la paix du Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) à travers l'Initiative sur la Promotion du Genre. La 2ème édition des Journées "Portes Ouvertes" au Mali s'est tenue sur financement dudit programme.

Le thème choisi cette année porte sur "La participation des femmes et des jeunes dans la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation". Il a donné

l'occasion aux participantes de présenter les résultats des journées de consultation sur l'état de prise en compte de leurs priorités dans le processus de paix et de présenter les résultats d'un sondage mené par les jeunes sur la connaissance et l'application de la R. 1325 au Mali.

Organisées pour la deuxième fois consécutive par l'Unité Genre de la MINUSMA, en collaboration avec ONU FEMMES et l'UNFPA, les cérémonies étaient rehaussées par la présence des autorités gouvernementales, en l'occurrence le Secrétaire général du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, les députés, les leaders d'organisations de la société civile féminines et de nombreux représentants d'agences, fonds et programmes du Système des Nations Unies au Mali.

Dès l'ouverture de la rencontre, M. Davidse a déclaré que « cette journée Portes ouvertes constitue une plateforme idéale de dialogue et de partage d'expériences entre les femmes et les Nations Unies ». Les femmes qui s'exprimaient à l'occasion du 15ème anniversaire de la R. 1325 ont plaidé, au niveau des quatre piliers de la Résolution, à savoir la participation, la prévention, la protection et le relèvement communautaire.



Elles ont notamment demandé que des actions concrètes soient diligentées en ce qui concerne leur participation à la vie politique, l'accès aux services publics de base, la résolution des problèmes d'insécurité et de violence et leur participation aux mécanismes de désarmement, démobilisation et réinsertion.

FAIRE AVANCER LA CAUSE DES FEMMES AU MALI

La valeur ajoutée de la mise en œuvre de la R. 1325 doit en effet transparaître dans la vie quotidienne des filles et des femmes maliennes. Les Nations Unies sont conscientes que la part de la femme malienne est cruciale en la matière car, non seulement elle doit vivre en sécurité mais aussi et surtout elle doit contribuer activement à la paix et à la sécurité par des actes concrets, ce à travers la création de conditions favorables.

Koen Davidse a ainsi donné l'assurance que les Nations Unies se tiendront aux côtés du Gouvernement du Mali pour la mise en œuvre du Plan d'actions national de la R. 1325, lancé le 14 janvier 2016. Davidse a également salué les décideurs politiques maliens et particulièrement le Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille dont la détermination a conduit, selon lui, à

la promulgation de la loi instituant un quota de 30 % de femmes aux fonctions nominatives et électives.

Mohamed Attaher Maiga, Secrétaire général dudit Ministère, qui représentait le Ministre empêché, a salué l'accompagnement des équipes nationales par les Nations Unies, en vue de l'élaboration et du lancement du Plan d'actions de la Résolution 1325, faisant du coup de ce document un instrument de référence pour la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali. Il a également demandé aux partenaires de soutenir de façon pérenne les actions visant à renforcer le rôle des femmes dans la prévention et le règlement des conflits, particulièrement dans la phase de mise en œuvre de l'Accord.

Pour Maitre Saran Keita, Présidente du Réseau Paix et sécurité des Femmes de l'Espace CEDEAO (REPSFECO), « la matérialisation de la paix requiert la pleine participation des femmes et des jeunes à travers des mécanismes appropriés dont un des maillons est la Résolution 1325. ». Elle souligne la nécessité de mettre à profit cet instrument innovant pour « insuffler plus de dynamisme à la participation de la femme au processus de mise en œuvre de l'Accord ».

JOURNÉE MONDIALE DU CANCER



« Nous devons faire plus pour mettre un terme aux trop nombreuses tragédies que provoque le cancer. Environ un tiers des cancers peuvent être prévenus, et d'autres peuvent être guéris s'ils sont diagnostiqués et traités suffisamment tôt. Et quand leur cancer a atteint un stade avancé, les patients devraient pouvoir bénéficier de soins palliatifs. »

Message du Secrétaire général Ban Ki-moon
Journée 2016

THÈME 2016 : « NOUS POUVONS, JE PEUX »

Chaque année le 4 février, pour la Journée mondiale contre le cancer, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Centre international de Recherche sur le Cancer (CIRC) soutiennent l'Union internationale contre le cancer (UICC) pour promouvoir les moyens de faire reculer la charge de morbidité imputable à cette maladie.

Cancer est un terme général appliqué à un

grand groupe de maladies qui peuvent toucher n'importe quelle partie de l'organisme. L'une de ses caractéristiques est la prolifération rapide de cellules anormales qui peuvent essaimer dans d'autres organes, formant ce qu'on appelle des métastases.

De nombreux cancers peuvent être prévenus en évitant les principaux facteurs de risque, comme le tabagisme. Un nombre significatif de cancers peuvent être soignés par la chirurgie, la radiothérapie et la chimiothérapie surtout s'ils sont détectés suffisamment tôt.

Sous le slogan « Nous pouvons, je peux », la Journée internationale du cancer 2016-2018 étudiera comment chacun, en groupe ou individuellement, peut prendre part à la réduction du fardeau mondial du cancer.

Vu sur : <http://www.un.org/fr/events/cancerday/>

LA MINUSMA SENSIBILISE LES MOUVEMENTS DE RÉSISTANCE DE LA JEUNESSE DE GAO SUR LES DROITS DE L'HOMME



Les mouvements de résistance de la jeunesse de Gao se sont retrouvés face aux représentants de la Division des Droits de l'Homme de la MINUSMA à Gao, jeudi 28 janvier au siège de la Coordination régionale des Patrouilleurs. Les droits de l'Homme et l'implication de la jeunesse dans les questions relatives aux droits de l'Homme étaient au menu des discussions.

L'engagement des jeunes dans la reconstruction du Mali demeure une priorité pour la MINUSMA. En cela, le renforcement de leurs capacités, notamment en ce qui concerne la promotion des droits de l'Homme, l'égalité entre les hommes et les femmes, et les droits des enfants, demeure primordial.

Dans son intervention, M. Moussa Ouoba de la Division des Droits de l'Homme de la MINUSMA a évoqué l'importance de sensibiliser les jeunes au respect de valeurs égales à tous. « Sensibiliser les jeunes sur les principes fondamentaux en matière de droits de l'Homme et de libertés fondamentales, c'est sensibiliser une plus grande partie de la population » a-t-il dit.

L'initiative a été très appréciée par les participants. « Nous venons d'avoir une rencontre intéressante avec les représentants de la Division des Droits de l'Homme de la MINUSMA. Ils sont venus nous entretenir sur les droits de l'Homme. L'échange a été salubre et les jeunes dans l'ensemble ont demandé à ce que l'on puisse continuer les rencontres de ce genre et même les approfondir par des sessions de formation et de sensibilisation des jeunes, des

femmes pour que ces derniers puissent mieux connaître les droits de l'Homme dans son cadre général » a souligné M. Moussa Boureima Yoro, coordinateur de Patrouilleurs.

Créés par les jeunes de Gao pour mener la résistance civile au plus fort de la crise et de l'occupation du nord, tous les mouvements de résistance de la jeunesse de Gao, dont « Les Patriotes », « Les Patrouilleurs » et « Nous pas bouger » souhaitent suivre des programmes de formation en droits de l'Homme en vue d'accroître leur engagement dans la promotion de la paix.

Depuis le déploiement de la Mission, la Division des Droits de l'Homme et le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme, agissent au sein de la MINUSMA pour promouvoir le respect et la prise en compte des droits de l'Homme au Mali. Pour ce faire, la Division s'appuie sur l'expertise de son personnel déployé dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal pour surveiller, documenter et répertorier tous les cas de violations graves des droits de l'Homme sur l'ensemble du territoire. Elle soutient et travaille en parfaite interaction avec les autorités judiciaires nationales et l'ensemble des organisations œuvrant dans le domaine des droits de l'Homme, telles que la Commission Nationale des Droits de l'Homme, ou encore la Commission Vérité, Justice et Réconciliation. Concernant le processus de paix, la Division s'implique également pour l'intégration des questions relatives aux droits de l'Homme dans l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali.

COMMENT DÉTECTER DE FAUX DOCUMENTS ? LES FORCES DE SÉCURITÉ MALIENNES DE MOPTI FORMÉES PAR LA POLICE DE LA MINUSMA



Une formation de 5 jours organisée par la police des Nations Unies (UNPOL) de la MINUSMA sur la détection de faux documents s'est conclue vendredi 29 Janvier à Mopti. L'activité a permis à 35 participants issus de la Police, de la Garde et de la Gendarmerie Nationale en fonction dans les différentes unités de la région de Mopti, de parfaire leur technique dans l'art de détecter les faux documents.

La cérémonie de remise des certificats de participation aux stagiaires s'est déroulée dans la salle de formation du Quartier Général de la Police des Nations Unies de Mopti, sous la présidence du Maire délégué de Sévaré, M.

Idrissa Cissé. Étaient également présents Mme Anastasie Nyirigira, représentante du Chef du Bureau Régional de la MINUSMA, ainsi que plusieurs responsables régionaux des Forces de Défense et de Sécurité du Mali (FDSM) à Mopti.

« Cette cérémonie de remise est symboliquement très forte. C'est une grande satisfaction de voir nos forces de sécurité formées sur les techniques de détection des faux documents, un problème général en Afrique et très particulièrement au Mali où les malfrats se servent de faux documents pour commettre des actes ignobles », a déclaré le Maire délégué de Sévaré dans

son discours de clôture de ladite formation.

« LA MINUSMA N'EST PAS VENUE CHEZ NOUS POUR SE SERVIR MAIS POUR NOUS SERVIR »

Cette formation sur la détection de faux documents avait pour objectif le renforcement des capacités opérationnelles et professionnelles des unités maliennes chargées de la sécurité

intérieure (Police Nationale, Gendarmerie et Garde Nationale), en conformité avec le Mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali. Durant cinq jours, les stagiaires ont étudié plusieurs modules, notamment Les techniques d'impression et les éléments de sécurité liés au document ; La comparaison des traits du visage ; et Les documents de voyage. Une journée a également été consacrée à un module sur Le genre et le secteur de sécurité.

« Cette formation mise en œuvre par la MINUSMA est un signe d'appartenance. C'est le symbole concret que la MINUSMA n'est

pas venue chez nous pour se servir mais pour nous servir. La MINUSMA est une armée qui œuvre chaque jour pour les autres », a ajouté le Maire délégué de Sévaré.

Pour le porte-parole des stagiaires, la formation, qui leur a permis d'augmenter leurs capacités opérationnelles, avait une grande valeur. « Ces différentes présentations viennent combler nos attentes en matière de détection des faux documents. Dès maintenant, nous sommes mieux outillés pour conduire avec professionnalisme les tâches ainsi confiées à nos différentes unités. C'est le lieu pour nous de remercier

le gouvernement malien et la MINUSMA qui ont conjugué leurs efforts pour la tenue de la présente session. »

Cette formation des FDSM à Mopti fait suite à d'autres sessions de formation sur le même sujet, tenues à Bamako et dans d'autres localités du Nord du Mali.

Elle est partie intégrante du programme de renforcement des capacités des FDSM élaboré par UNPOL/MINUSMA, en conformité avec le mandat qu'a assigné à la MINUSMA le Conseil de sécurité des Nations Unies, dans la Résolution 2227 (2015).

L'APPUI À LA RESTRUCTURATION DES FORCES DE SÉCURITÉ MALIENNES AU CŒUR DE L'ACTION DE L'ONU ET DE LA COOPÉRATION JAPONAISE



Vendredi 29 janvier dernier, l'Ecole Nationale de Police (ENP) a accueilli une importante cérémonie marquant la remise de nombreux équipements, par le système des Nations Unies au Mali mais aussi par la Coopération japonaise, dans le cadre du Projet d'Appui au Renforcement des Capacités de l'ENP.

Il y a de cela un an, le 3 février 2015, était signée au Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Internationale et de l'Intégration Africaine une convention de financement d'un montant de 2,5 milliards de francs CFA non remboursables. Des fonds octroyés par l'Agence de Coopération Internationale Japonaise (JICA) pour financer le Projet d'Appui au Renforcement des Capacités de l'ENP. Initié par la Police Nationale du Mali, élaboré par la Police des Nations Unies (UNPOL), ce projet est exécuté

par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Il vient consolider les nombreuses actions menées par la composante Police de la MINUSMA, pour rééquiper les différents services de la Police nationale du Mali, et renforcer les connaissances théoriques et pratiques des policiers, gendarmes et gardes nationaux du Mali.

A cette cérémonie présidée par le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Colonel-major Salif Traoré, en présence de Son Excellence, Akira Matsubara, Ambassadeur du Japon au Mali. Les Nations Unies étaient représentées par Mme Mbaranga Gasarabwe, Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général, Co ordonnateur Résidente des Nations Unies et Représentante Résidente du PNUD. Etaient également

présents le Général Abdounasir Awalé, Chef de la composante Police de la MINUSMA et le Directeur Général de la Police Nationale du Mali, le Contrôleur Général de Police Moussa Ag Infahi.

Le Projet d'Appui au Renforcement des Capacités de l'ENP comporte plusieurs volets parmi lesquels la formation du personnel de l'Ecole, la réhabilitation de ses locaux ou encore son équipement. Très important, ce volet prévoit entre autres, la mise à disposition de matériels didactiques, d'équipements de maintien de l'ordre ou encore de véhicules. C'est la remise de ces derniers qui t faisait l'objet de cette cérémonie.

Une ambulance équipée, et six autres véhicules dont deux pick-up tous terrains et quatre minibus ont donc été mis à la disposition

de l'ENP par la JICA et le PNUD. Face à cet appui, Mamy Sylla, le Directeur de l'ENP, n'a pas caché son soulagement. Pour lui : « C'est une grosse épine que l'on enlève ainsi du pied de l'Ecole Nationale de Police, qui s'apprête actuellement à accueillir 2200 nouvelles recrues et pour cela, il faut de la logistique et du matériel didactique, donc ces véhicules que l'on vient de nous offrir sont pour nous une aubaine ».

La sécurité est une condition sine qua non pour parvenir au développement durable. Pour accompagner le Mali dans la réforme de son secteur de la sécurité, la stratégie nippone est simple et consiste en : « La réhabilitation et l'équipement des différentes infrastructures et les formations initiale et continue des personnels de police », a expliqué l'Ambassadeur du Japon, Son Excellence Akira Matsubara dans son allocution.

LA FAMILLE DES NATIONS UNIES POURSUIT SON ACCOMPAGNEMENT

Cette cérémonie était aussi l'occasion de remettre à leurs bénéficiaires, les équipements de trois Projets à impact rapide de la MINUSMA, en partenariat avec le PNUD et le Service Anti-mines des Nations Unies (UNMAS).

Le premier de ces trois projets est l'équipement en mobiliers et matériels de transmission, d'une salle de conférence et d'une salle des opérations au Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, pour une valeur de 47 millions de FCFA financé par la Mission des Nations Unies au Mali.

Les locaux de la Brigade des stupéfiants ont été rénovés. Les policiers chargés de la lutte contre le trafic de drogue se sont vus remettre par le Global Focal Point en liaison avec l'UNMAS et le PNUD, un véhicule pick-up, du matériel de bureau et d'informatique. Un appui dont le montant total s'élève à 60 millions de francs CFA.

L'Unité de Protection de l'Enfant de la MINUSMA a pour sa part supporté les coûts de rénovation de la Brigade des Mœurs, son équipement en nouveaux bureaux et matériels informatiques, auxquels ont été ajoutés deux motos, le tout pour un montant de 13 millions de francs CFA.

Par la voix de Mme Gasarabwe, le Secrétariat général de l'Organisation considère que « Cet appui s'inscrit dans l'appui global du système des Nations Unies pour renforcer la capacité de la Police Nationale dans sa réponse aux enjeux sécuritaires auquel le Mali fait face actuellement. Les Nations Unies, MINUSMA et PNUD, ainsi que tous les autres partenaires, sont convaincus qu'une police dotée de moyens est efficiente dans son rôle de protection et de sécurisation de la population et des biens », puis la Représentante Spéciale Adjointe d'assurer le

Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, « du soutien des Nations Unies aux autorités maliennes et en particulier aux Forces de Défense et de Sécurité du Mali (FDSM) dans l'accomplissement de leurs nobles missions régaliennes ».

Témoignant à ses interlocuteurs de la reconnaissance du Gouvernement pour les « efforts faits pour nous aider à restructurer et à rendre plus opérationnelles nos forces », le Ministre Traoré a tenu à leur souligner que « cet appui, au-delà des chiffres, est très symbolique, puisque vous vous êtes "attaqués" à l'instruction et la formation à travers l'Ecole nationale de police. » Le Ministre de la Sécurité et de la Protection civile, n'a pas oublié de souligner aussi l'importance que revêt l'équipement de la salle des opérations qu'il a qualifié de "cerveau du Ministère".

Du côté de la Direction Générale de la Police Nationale, cet ensemble de dons aux Brigades « va renforcer leurs capacités dans la procédure. Ce sont des unités de police judiciaire, il doit y avoir de la célérité dans la saisie des procès-verbaux et aussi dans toutes les enquêtes. Cela va faciliter le travail et le délai de garde-à-vue en sera réduit », s'est réjoui le Directeur Général, le Contrôleur Moussa Ag Infahi.

UNE SECONDE VIE POUR L'ENP

Créée en 1970, l'Ecole Nationale de Police « Amadou Touré dit Gandhi », assure les formations, initiale et continue, des policiers maliens. Après 46 ans de bons et loyaux services, l'ENP est aujourd'hui relativement délabrée. Il s'agit donc de la rénover, d'en doubler la capacité d'accueil et d'y améliorer le niveau et les conditions d'études. Ceci, à travers, entre autres, la construction de 14 nouvelles salles de classe, l'augmentation de la capacité d'accueil de 270 à 430 lits ou encore la formation de 57 agents dans des domaines ciblés et 25 autres dans le domaine spécifique de l'administration de la formation.

UNE IMPLICATION CONSTANTE ET EFFICACE AU SERVICE DE LA PAIX

Cette cérémonie aura été une autre occasion de souligner les efforts de la Communauté internationale, dans la réforme du secteur de la sécurité du Mali. Une réforme dont la conduite est primordiale tant la thématique de la sécurité est importante dans la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali. Il importe de ce point de vue de doter la Police malienne de moyens visant à rassurer les populations maliennes confrontées de plus en plus à l'insécurité et au terrorisme.

CÉRÉMONIE D'AU REVOIR AU CHEF DE LA COMPOSANTE POLICE DE LA MINUSMA



Présent au Mali depuis le 13 septembre 2013, le Commissaire de la Police des Nations Unies UNPOL/MINUSMA, le Général de Police Abdounasir Awalé quitte la Mission des Nations Unies au Mali pour aller diriger la Police de la MONUSCO, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo. Un hommage officiel lui a été rendu ce matin au Quartier Général de la MINUSMA.

« 40 000 patrouilles de sécurisation au profit des populations civiles, de l'ordre de 10 000 personnels des FSM formés au maintien de l'ordre, en interventions professionnelles, en police judiciaire, en police technique et scientifique, en genre, en lutte contre le crime organisé, en gestion des grands événements, en planification opérationnelle et stratégique, en renseignements généraux, en lutte contre l'incendie et sauvetage et j'en oublie. Mais aussi la mise en place et la direction d'une task force pour la lutte contre le crime organisé et le terrorisme. La création d'une cellule de lutte contre le crime

organisé au sien de la composante qui fournit une expertise dans les enquêtes spéciales de grande envergure diligentées par les Force de Sécurité maliennes (FSM). Il ne faut pas oublier l'installation d'un laboratoire de police scientifique et technique de référence avec l'appui d'UNMAS, qui d'une part participe au renforcement des capacités de nos partenaires enquêteurs de la gendarmerie et de la police, mais aussi, fournit une expertise dans les enquêtes spéciales. A ce jour 49 analyses techniques de prélèvements explosifs improvisés ont été menées. Dans le cadre des projets, la remise de plus de 39 projets de réhabilitation, d'équipements, de matériels et mobiliers de bureau, de moyens de transport, au profit des FSM, aussi bien à Bamako, Mopti, Gao et Tombouctou, sans compter d'autres projets qui sont en cours de réalisation et qui assurément, permettront aux Forces de Sécurité maliennes, de mieux s'acquitter de leurs fonctions régaliennes... » Déclarait le Colonel Christophe Mombelli-Valloire, le Chef des Opération de la Police des

Nations Unies et adjoint du Police Commissioner lors de son allocution, en ouverture de la cérémonie. Un condensé de l'impressionnant bilan d'UNPOL/MINUSMA au cours des 29 mois que le Général Awalé a passé à sa tête.

SOLENNITÉ ET CORDIALITÉ

Marche militaire, hymnes et passage en revue des troupes en présence du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies et Chef de la MINUSMA, M. Mahamat Saleh Annadif et du Ministre malien de la Sécurité et de la Protection Civile, le Colonel Major Salif Traoré, la cérémonie d'hommages d'au revoir au Chef d'UNPOL MINUSMA était on ne peut plus officielle. Un moment d'une grande solennité, pour saluer le départ de celui qui, deux ans et cinq mois durant, a incarné la Police des Nations Unies au sein de la Mission des Nations Unies au Mali. Une heure et demie durant laquelle, les collaborateurs, les frères d'armes, les homologues et les partenaires, se sont succédés au pupitre, pour saluer tour à tour le

professionnalisme de M. Awalé.

Le Général Michael Lolessgaard, Commandant de la Force de la MINUSMA, ne s'est pas présenté au pupitre pour son discours. Faisant fi d'une partie du protocole, micro en main face à son homologue d'UNPOL, il s'est adressé à lui en ces termes : « Je suis habitué à parler aux soldats, aux invités, mais aujourd'hui, Awalé, je te parle. Aujourd'hui, c'est toi l'invité d'honneur et nous te disons au revoir. Au revoir à un Commissaire de Police fort, un partenaire fort du Mali. »

Partenaire fort du Mali, le Commissaire Awalé l'a aussi été pour EUCAP Sahel Mali, la Mission européenne pour la stabilisation du secteur de sécurité au Mali dirigée par l'Ambassadeur Albrecht Conze. Ce dernier, dans une adresse tout aussi informelle que celle du Général Lolessgaard, a salué le bon esprit de camaraderie dont a fait preuve son ami et partenaire, Awalé Abdounasir et ce, dès l'arrivée d'EUCAP Sahel au Mali, avant d'expliquer à l'assistance le rôle majeur joué par l'invité d'honneur. « Vous ne savez peut-être pas Mesdames et Messieurs que votre chef de la composante de la Police a écrit une page de l'histoire du maintien de la paix ! Ensemble, nous avons fait quelque chose qui n'avait jamais été fait avant dans les théâtres où opèrent les opérations de maintien de la paix. Ensemble, nous n'avons pas seulement planifié, mais nous avons exécuté des formations, des formations pour les agents des trois forces de sécurités intérieures du Mali. C'était une première voulue par New-York et Bruxelles, » a-t-il affirmé.

DES QUALITÉS AU SERVICE DU MALI



Quant au Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, chef de la MINUSMA, il a tout d'abord tenu à remercier le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile pour sa présence ce matin à cette cérémonie. Une présence interprétée comme un hommage à un des responsables de la Mission mais aussi à la Mission de façon générale. Les 45 jours passés à la tête de la MINUSMA, auront permis à Monsieur Annadif de constater les innombrables qualités du sortant à qui il a rendu hommage en soulignant ceci : «... Vous vous l'avez côtoyé Monsieur le Ministre et de mes échanges avec vous,

il ressort que tout ce qui vient d'être dit est peut-être peu par rapport à la vérité. Mais, je me dis tout simplement que le meilleur hommage que l'on puisse rendre à quelqu'un, c'est l'hommage que lui rendent ses compagnons, ses camarades sur le terrain, comme ses collègues et je crois qu'après les propos qui viennent d'être prononcés, il me sera difficile d'ajouter quelque chose même si (...) j'ai pu mesurer la consistance de l'individu et je suis sûr qu'il fera du bon travail là où il ira. »

Le Colonel Major Salif Traoré, Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, en réponse au RSSG, indiquera être présent pour remercier le Général Awalé au nom du gouvernement du Mali, mais précisera être également présent en son nom propre. Une précision importante, qui a pour but de reconnaître, outre les qualités professionnelles, les qualités humaines d'Abdounasir Awalé, à qui il rappellera que : « Vous êtes arrivé à un moment très difficile et pourtant vous avez, souvent, devant le manque de structure adéquate d'échange et de travail, vous avez pu suppléer cela par les relations interpersonnelles qui vous ont permis d'atteindre les résultats qui ont été évoqués ici en termes de nombre de patrouilles exécuté, nombre d'agents formé, en nombre de structures réhabilités ou construites. » Et le Ministre d'ajouter : « Le Chef de la Mission viens de dire que la meilleure façon de rendre hommage à quelqu'un c'est par ses propres hommes, mais c'est aussi de pouvoir poursuivre son œuvre et c'est à cela que nous, nous nous engageons ! » a-t-il promis.

Visiblement ému face à tant d'éloges et d'amitié, l'invité d'honneur de cette cérémonie, a laissé de côté le discours préalablement rédigé pour témoigner à tous de sa reconnaissance. « Pour moi, il est assez difficile de se retrouver dans tout ce qui a été dit, car, j'ai toujours considéré que je ne faisais que mon travail ». Avec un mot pour chacun, il a fini par confié ceci : « Je fais partie des gens qui plus jeune ont appris la grande histoire du Mali à l'école, à l'âge de 11 ans en sixième, et moi j'ai été très honoré de servir dans ce pays... ». Avant de clore son discours, il a une fois de remercier tous les collègues de la MINUSMA et eu une pensée pieuse pour tous ceux tombés au champ d'honneur, au nom de la paix.

VERS DE NOUVEAUX DÉFIS

L'avis est partagé par tous, le passage du Général Awalé à la tête de la Police des Nations Unies aura été succès à tous les niveaux. Un même succès que tous lui souhaite dans ses nouvelles fonctions de Chef de la Police de la MONUSCO, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo. La plus ancienne, la plus grande opération de maintien de paix des Nations Unies, qui évolue aujourd'hui dans un contexte délicat, où les qualités du Général seront sans aucun doute un atout majeur.

LA DÉCENTRALISATION ET L'ACCORD POUR LA PAIX AU CŒUR DES DÉBATS À TOMBOUCTOU



A son initiative, le Conseil Régional de Tombouctou a été l'hôte, du 28 au 30 janvier, de trois journées de concertation sur les enjeux du renforcement de la décentralisation et de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, sous la présidence du Ministre de la Réconciliation Nationale, Zahabi Ould Sidi Mohamed.

Ces journées de concertation ont rassemblé environ 250 participants parmi lesquels le représentant du ministre de la décentralisation et de la réforme de l'Etat, les députés élus de la région de Tombouctou, les représentants de la CMA et de la Plateforme, le président du Conseil Régional, les autorités administratives, les représentants du Conseil Régional de la Jeunesse, les représentants des réfugiés de la Mauritanie et du Burkina Faso, les leaders religieux, traditionnels et communautaires dont certains venus des différents cercles.

L'objectif de ce premier événement depuis la signature de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation, le 15 mai 2015 et parachevé le 20 juin de la même année, vise à « formuler des recommandations pour permettre un retour à la stabilité dans la région, à travers le renforcement des institutions de l'Etat », a expliqué le Président du Conseil Régional, Mohamed Cissé Ibrahim. Celui-ci a souhaité que « cet espace fécond d'échanges avec des experts » soit utilisé pour « amorcer le développement qui ne peut se bâtir que sur la paix et la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation ».

A cet égard, durant les trois jours, les participants à la concertation ont travaillé en trois groupes. Ils se sont penchés sur les questions politiques et institutionnelles liées à la réorganisation

territoriales de Tombouctou; la défense, la sécurité et la Justice ; le développement économique, l'action humanitaire et le retour des réfugiés.

LA SÉCURISATION: UN DÉFI MAJEUR À RELEVER

Le Secrétaire Général du MAA, prenant la parole au nom des groupes armés signataires de l'Accord pour la Paix, Brahim Ould Sidatti, a pour sa part, souligné l'importance du renforcement des liens de cohésion sociale au sein de la population et du dialogue entre les différentes structures régionales. Ce, pour « aboutir à la fin de la période transitoire consacré par l'Accord de paix et à l'avènement d'une forme de gestion du terroir », a-t-il exprimé.

Préoccupation majeure au niveau de la région de Tombouctou, l'insécurité a entaché l'ouverture de cette initiative, par une attaque perpétrée au quartier d'Abaradjou contre un véhicule de ravitaillement des FAMa, se dirigeant vers un point de contrôle. Un énième acte lâche et sourdine qui a tué un élément de l'armée malienne et fait deux blessés dans ses rangs. Cet incident déplorable a inspiré M. B. Ould Sidatti pour demander l'ajout de la "sécurisation" aux trois thématiques de réflexion. « L'incident d'aujourd'hui est un défi que les bandits nous lancent. (...) Nous ne pouvons pas nous laisser faire. Nous allons tous nous mettre ensemble pour relever le défi de l'insécurité dans notre chère région », a-t-il martelé.

Dans son allocution, le Ministre de la Réconciliation Nationale a salué l'initiative qui selon lui, « témoigne de l'engagement des acteurs à avancer vers la paix, la sécurité et la stabilité dans les régions du Nord ». M. Zahabi a annoncé la tenue de séances similaires dans la région de Kidal du 17 au 20 février

prochain. Il a expliqué que le gouvernement malien a enclenché le processus de décentralisation afin de permettre aux populations de prendre en charge les affaires régionales et locales. « Renforcer l'Etat est indispensable à une décentralisation effective », a-t-il ajouté.

Plus loin, M. Zahabi dit comprendre difficilement que la situation sécuritaire se dégrade en dépit de la présence des forces de la MINUSMA et de l'Armée malienne. Toutefois, il a appelé la population à apporter sa collaboration à ces forces pour aider à identifier les auteurs des actes de banditisme jusqu'à ce que les patrouilles mixtes puissent démarrer.

LA STRICTE APPLICATION DE L'ACCORD POUR LA PAIX : UNE PRIORITÉ

Les membres de la concertation ont formulé des recommandations pour, notamment, appuyer la mise en œuvre de l'accord pour la paix au niveau régional. Dans l'ensemble, les participants ont insisté, entre autres, sur la nécessité de (d'):

- appliquer strictement l'Accord pour la Paix et la Réconciliation Nationale comme étant une priorité pour le gouvernement et les parties signataires;
- créer des démembrements du CSA dans les régions, de rendre effectif le désarmement et de démarrer sans délai les patrouilles mixtes;
- redécouper la région sur le plan territorial et administratif pour permettre, d'une part, une plus grande représentativité des différentes composantes du nord au niveau national et d'autre part, assurer une meilleure présence des services administratifs et sociaux de base sur l'ensemble du territoire;
- accélérer la mise en place des autorités de transition ainsi que la tenue des élections locales et régionales simultanément sur l'ensemble du territoire;

- intégrer le plan de relance économique de la région dans les programmes de développement des collectivités territoriales.

Ces propositions ont aussi concerné la réorganisation de la sécurisation, la lutte contre le banditisme et le terrorisme, le rétablissement de la confiance entre les communautés et les forces armées, l'identification des initiatives locales visant à réduire les tensions intercommunautaires et, la création de conditions pour le retour des réfugiés et des déplacés internes.

De son côté, le nouveau directeur régional de l'Agence pour le développement de Tombouctou, institution nouvellement créée par l'Accord, a exprimé sa satisfaction de commencer son mandat avec « ce nouvel élan de cohésion empreint de l'engagement des parties, de la population à concrétiser l'Accord pour la paix et le développement économique de la région », a déclaré M. Ousmane Traoré.

Quant à la MINUSMA, son rôle est d'appuyer le gouvernement du Mali dans la mise en œuvre de cet accord, conformément à la résolution 2227 du conseil de sécurité. Cependant, « il n'en demeure pas moins que la première garantie de l'accord réside dans la sincérité, la bonne foi, l'engagement des parties signataires à assumer le contenu de l'Accord et, à œuvrer à la mise en œuvre de l'ensemble de ses dispositions dans l'intérêt de la réconciliation de leurs pays », a avancé Guillaume Doh, officier des Affaires politiques au bureau régional de la MINUSMA à Tombouctou.

Au terme de cette rencontre, le Conseiller technique du Ministre de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat a remercié la MINUSMA pour son appui technique et logistique. M. Bakary Pro médiation qui a financé partiellement les trois journées et, des autres partenaires techniques qui ont pris activement part aux ateliers.



LES PATROUILLES DE LA MINUSMA : POUR LA SÉCURITÉ ET LA PAIX DU CŒUR



Sourire au visage, Mme Hamsatou Dahadi, enseignante en troisième année à l'Ecole Fondamentale de Tchinchinome, un quartier du village de Tacharane dans la commune de Gounzoureye, accueille les gardiens de paix de la MINUSMA dans sa salle de classe. Situé près de Gao à côté du fleuve Niger, Tacharane a une population de plus de 8 000 habitants vivant de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage. Mme Hamsatou enseigne à 34 élèves, 13 garçons et 21 filles ; aucune absence n'est observée.

L'enseignante s'en réjouit et affirme que « les activités scolaires se déroulent sans problème à la suite de l'amélioration des conditions sécuritaires dans la région. Nous sommes très contents de la présence des forces internationales, notamment celle de la Mission onusienne, dans notre localité ».

ÉCARTER LA MENACE ET RENFORCER LA CONFIANCE

La MINUSMA effectue des patrouilles de longue portée jusqu'à 55 km de la ville de Gao, y compris Djebok, Tacharane, Wabaria et parfois également des patrouilles fluviales au-delà de Gao jusqu'à Tombouctou. Les éléments des Forces de Sécurité maliennes participent conjointement aux patrouilles. Ensemble, elles entreprennent des patrouilles diurnes et nocturnes dans la ville de Gao tous les jours. « Les patrouilles de longues portées ont pour but de nous rapprocher des populations vulnérables vivant dans des zones difficiles d'accès. Elles assurent la visibilité de ce que nous faisons et renforcent la confiance avec les populations et les forces internationales, mais aussi elles servent à

écarter les menaces, » indique Mohamed M.D. Prince Aledji, Commandant de la Police onusienne de la région.

Dans la salle de classe, les élèves affichent un grand sourire dès que les Casques bleus font leur entrée. S'en suit un échange direct entre les gardiens de la paix et les élèves, échange auquel leur enseignante assiste. « Je veux devenir enseignante pour contribuer au développement de mon pays, » lance Hourairata Mahamadou, 12 ans. « Je souhaite bonne chance à la MINUSMA pour ce qu'elle fait chez nous, » ajoute-t-elle en langue Sonhaï.

Non loin de l'école, se trouve une forge métallique dirigée par M. Abdou Ibrahim. « Depuis la venue de Barkhane et de la MINUSMA, je travaille tranquillement ; vous nous avez apporté la sécurité. J'apprécie vos patrouilles régulières chez nous, » indique-t-il. M. Abdou est père de quatre enfants, un garçon et trois filles ; tous vont à l'école. « Juste après l'occupation, mon esprit n'était pas tranquille car notre bien-être était menacé. Mais aujourd'hui, j'ai la paix du cœur, » souligne-t-il.

« La Police onusienne effectue régulièrement des patrouilles de différentes natures, aussi bien pédestres que de visibilité, pour être en contact avec les réalités vécues par les populations. Ceci permet de mieux répondre au besoin sécuritaire exprimé par les populations, soit directement soit par le biais des forces de sécurité locale avec lesquelles existe un bon partenariat de travail, » précise M. Mohamed M.D. Prince Aledji.

« Les patrouilles nous permettent d'être en contact avec les chefs de villages, de quartiers, les représentants de la société civile et les ONGs et d'avoir une lecture physique directe des ennuis ou des besoins des populations. Sur la base de ces informations et via la contribution de la Mission onusienne à lutter contre la pauvreté, nos unités élaborent des projets à impact rapide de façon transversale à travers les activités civilo-militaires (CIMIC), » ajoute-t-il.

Chaque jour, quelque 10 312 femmes et hommes en uniforme (policiers et militaire) travaillent à mettre en œuvre le mandat de la MINUSMA ; c'est leur nombre mais surtout leur engagement dans des conditions environnementales souvent difficiles qui permettent aux habitants Tacharane et d'ailleurs de vaquer chaque jour à leurs occupations le cœur en paix.



LA MINUSMA ET LA SOCIÉTÉ CIVILE ENGAGÉES POUR UNE MISE EN ŒUVRE INCLUSIVE DE L'ACCORD POUR LA PAIX ET LA RÉCONCILIATION AU MALI



Le 3 février dernier s'est tenue à l'Hôtel El Farouk de Bamako, une rencontre entre les Organisations de la société civile (OSC) maliennes et le Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général des Nations Unies en charge des questions politiques à la MINUSMA. Une occasion pour les responsables de la Mission onusienne au Mali de réaffirmer leur soutien à la Société civile malienne, à qui incombe également le suivi de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation.

Chargée notamment du "renforcement de capacités de la société civile à accéder et à s'engager plus efficacement dans le processus et les mécanismes de consolidation de la paix et de la réconciliation nationale" (selon la résolution 2227 [2016] du Conseil de sécurité), la Division des Affaires civiles de la MINUSMA, qui relève du Pilier Politique de la Mission, organise régulièrement des ateliers, des sessions de formation et de partage d'expériences à l'endroit des OSC maliennes, qui sont des partenaires privilégiés. Pour la MINUSMA, cette rencontre avait donc pour but de réaffirmer à ses importants partenaires son soutien dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, à travers l'établissement d'un dialogue de haut niveau entre le Chef du Pilier Politique de la Mission et les acteurs majeurs de la Société civile.

Près de 70 personnes, parmi lesquelles d'éminentes personnalités, ont donc répondu présents à cette

invitation. Ainsi, des représentants du Haut Conseil Islamique, des Eglises Catholique et Protestante, des associations des communautés Dogon, Peuhl, Tamashek, Arabes ou encore bellah, des femmes et des jeunes leaders, ainsi que des coalitions majeures d'OSC du Mali que sont le Conseil National des Jeunes, le Conseil National de la Société Civile et le Forum National de la Société Civile, étaient là pour exprimer leurs préoccupations, leurs attentes et leurs recommandations.

Une initiative saluée par la Représentante de la Plateforme de la Société Civile, Dédéou Sidibé : « C'est une très bonne chose parce que la Société civile n'a que l'espace que nous donnent les représentations des Nations Unies, notamment la MINUSMA, pour s'exprimer. Ça a été le cas depuis les pourparlers de paix en Algérie, lorsque la Communauté internationale a insisté pour que la Société civile soit entendue. C'est en effet la MINUSMA qui a pris en charge toutes les composantes, plus de 52 délégations, pour que nous nous rendions à Alger et que l'on y soit entendus ».

La MINUSMA quant à elle, continue d'insister sur le rôle de la Société civile après la signature de l'Accord, car d'autres étapes sont à venir. M. Davidse, a ainsi rappelé le rôle essentiel des acteurs de la société civile dans le processus de paix, notamment en perspective de la préparation de la Conférence d'Entente Nationale.



Plus spécifiquement, l'échange de ce 3 février devait donc permettre d'harmoniser les points de vue du management de la Mission et des leaders d'opinion sur la mise en œuvre de l'Accord pour la paix ; de créer un cadre d'interaction permanente entre la Mission et la Société civile sur le travail de la MINUSMA ; d'informer la société civile sur l'état du processus de paix et son rôle ; et enfin, de mettre à contribution la Société civile pour promouvoir la paix et le dialogue, afin de prévenir les conflits et de parvenir à l'organisation d'élections apaisées.

Au cours des débats, la Directrice des Affaires Civiles, Elsie Effange-Mbella, a souligné la nécessité pour la société civile « d'être plus organisée et engagée dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix qui se veut inclusive ».

Un avis partagé par la Directrice Exécutive de la Coalition Nationale de la Société Civile pour la Paix et la Lutte contre la Prolifération des Armes Légères

(CONASCIPAL), le Docteur Mariam Djibrilla Maiga, qui estime qu'un partenariat doit être mis en place avec l'Etat notamment sur le plan de la sécurité : « Il faut que la Société civile, les populations s'impliquent pour accompagner l'Etat pour la sécurisation des populations, des zones et établir des relations de partenariat entre les populations et les Forces de Défense et de Sécurité, pour qu'il y ait une véritable stabilité au Mali et pour nous permettre de faire face aux actions de développement, » a-t-elle déclaré.

Les acteurs de la Société civile malienne ont conscience du rôle qui est le leur, mais aussi des difficultés auxquels ils font face pour le jouer pleinement, comme l'explique Mme Dédéou Sidibé, Représentante de la Plateforme de la Société Civile. « Tout n'est pas parfait c'est vrai ! Le problème qui a été posé, c'est celui de la représentation de la société civile au sein de toutes les instances, toutes les commissions chargées de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la

Réconciliation au Mali, » explique Mme Sidibé.

Oltre le problème de représentation dans les différentes instances, les participants ont également abordé la responsabilité des Organisations de la société civile, à restituer aux populations le travail qu'elles font et les engagements qu'elles prennent en leur nom. Une restitution qui, selon les participants, devrait être faite de façon systématique et dans les différentes langues des populations, afin que les OSC soient plus représentatives et plus légitimes.

Cette rencontre aura donc permis de faire le point sur le partenariat qui lie la MINUSMA et la Société civile malienne, mais aussi de réaliser le chemin parcouru et les défis à venir. Un exercice somme toute utile, dans le cadre des nombreuses étapes à venir sur le chemin de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation, à l'image de la Conférence d'Entente Nationale prévue prochainement.

ENBREF

1^{ER} FÉVRIER : LA MINUSMA RENCONTRE LES LYCÉENS DE TOMBOUCTOU

A Tombouctou, la MINUSMA a rencontré, le 26 janvier dernier, les élèves du lycée Mahamane Alassane Haidara, dans le quartier Djingarey Ber de Tombouctou. Toutes les semaines, une équipe pluridisciplinaire de la Mission des Nations Unies au Mali se rend désormais dans l'un des établissements scolaires secondaires de la cité des 333 saints, afin de mieux faire connaître et comprendre le mandat de la Mission aux jeunes tombouctiens.

Le mardi 26 janvier dernier, ils étaient une centaine d'élèves de terminale et d'enseignants à avoir répondu présents à l'appel de plusieurs Divisions de la MINUSMA dont celle de la Communication et de l'information publique, des Droits de l'Homme et des Affaires Civiles mais aussi les Sections Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) ou encore celle des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires, ainsi que des membres du personnel en uniforme d'UNPOL (Police des Nations Unies) et des militaires de la Force.

Au programme : la projection d'un film sur les deux années de présence de la MINUSMA, des exposés et des séries de questions-réponses, entre autres, sur le rôle de la MINUSMA et le processus du cantonnement. « Je croyais que la MINUSMA devait poursuivre les bandits, mais les explications m'ont aidé à comprendre qu'elle doit plutôt appuyer et renforcer les Forces de sécurité maliennes dans cette tâche », a déclaré une des élèves de la classe Terminale du Lycée Mahamane Alassane Haidara de Tombouctou.

L'équipe du Bureau régional de la Mission onusienne a déjà pris rendez-vous pour une autre rencontre la semaine prochaine.



6 FÉVRIER : JOURNÉE INTERNATIONALE DE TOLÉRANCE ZÉRO À L'ÉGARD DES MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES (MGF).



6 FÉVRIER

Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des
MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES

#EndFGM

Ce 6 février 2016 était la Journée internationale de tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines (MGF). #EndFGM

Ensemble, mobilisons-nous pour contribuer à la réalisation des nouveaux objectifs mondiaux en éliminant les mutilations génitales féminines d'ici 2030.

3 FÉVRIER : LE SAVIEZ-VOUS ?

La MINUSMA met gracieusement à la disposition de la presse nationale toutes les photos de ses activités, partout au Mali, sur sa page Flickr. Découvrez en photos le travail de la MINUSMA, au service de la paix au Mali, depuis juillet 2013.



COMMUNIQUÉS

5 FÉVRIER : ATTAQUE CONTRE UN CAMP DE LA MINUSMA À TOMBOUCTOU

Bamako, le 5 février 2016 - Le Représentant Spécial du Secrétaire général au Mali et Chef de la MINUSMA, Monsieur Mahamat Saleh Annadif, condamne fermement l'attaque qui a eu lieu ce matin à Tombouctou.

L'attaque, qui s'est produite à 6h30 visait un camp de la Police de la MINUSMA (UNPOL). La détonation d'un véhicule piégé a légèrement blessé un policier de la MINUSMA.

« L'attaque est l'œuvre des ennemis de la paix. Nous sommes conscients que la paix dérange, mais elle est en marche, et la mise en œuvre de l'Accord est irréversible, » a affirmé le RSSG Annadif.

« Je tiens à saluer la bravoure et l'efficacité de nos partenaires des Forces de Défense et de Sécurité du Mali et celles de la MINUSMA qui sont intervenues pour enrayer la violence et neutraliser les assaillants, » a-t-il ajouté.

Selon les autorités maliennes, un soldat des FAMAs a été tué et trois autres blessés durant l'opération.

Le RSSG présente ses condoléances attristées aux FAMAs, à la famille et aux proches du défunt, et souhaite un prompt rétablissement aux blessés.





Bamako
106.6

MIKADO FM

La radio qu'on aime !

Bamako • Gao • Kidal • Mopti • Tombouctou



MINUSMA



www.youtube.com/minusma



www.flickr.com/photos/minusma



twitter.com/UN_MINUSMA



<http://minusma.unmissions.org>



www.facebook.com/minusma

